

Investissement

L'investissement des entreprises a sensiblement ralenti entre le premier et le second semestre de 1998 : son rythme annualisé de progression serait en effet revenu de 8% à 4%. Cette évolution est imputable à l'industrie qui a réagi à l'effritement des anticipations de demande amorcé au printemps. Ce ralentissement a surtout pesé sur les achats d'équipement des entreprises. Pour sa part, l'investissement en bâtiment a prolongé sa reprise entamée au début de 1998. La nette dégradation des anticipations à l'automne accentuerait le ralentissement de l'investissement à l'hiver. Celui-ci serait stable au début de l'année 1999.

Poursuite de la reprise début 1998

Les entreprises ont repris leurs achats d'équipement au deuxième trimestre de 1997, c'est-à-dire quelques trimestres après le redémarrage de la demande étrangère adressée à l'industrie. La hausse de l'investissement a été très vive jusqu'au deuxième trimestre de 1998 car la bonne orientation de la demande étrangère a été peu à peu accompagnée d'une demande intérieure de plus en plus vigoureuse. La demande étrangère a nettement ralenti à partir du printemps 1998 et a entraîné un tassement de l'activité industrielle. En conséquence,

l'investissement a amorcé un ralentissement au troisième trimestre malgré des conditions financières toujours très favorables.

Net ralentissement à l'hiver

Les enquêtes de conjoncture dans l'industrie font apparaître une très forte dégradation des anticipations de demande à partir de l'automne. Le taux d'utilisation des capacités de production diminue significativement en octobre (85,3% contre 86,4% six mois plus tôt). Les enquêtes dans le commerce de gros indiquent que le volume des ventes de biens d'équipement ralentit sévèrement. De fait, les industriels revoient de deux points à la baisse leurs estimations d'investissement pour l'année en cours et indiquent que leurs projets pour 1999 correspondraient à une stabilisation de l'investissement.

L'investissement en produits manufacturés est principalement touché : après avoir augmenté de plus de 10% en rythme annualisé au premier semestre de 1998, il progresserait à un rythme de 4% au second semestre. En revanche, l'investissement en bâtiment poursuit la reprise entamée au début de 1998 : sa progression qui a atteint 1% au premier semestre de 1998 dépasserait 3% au second semestre.

INVESTISSEMENT PRODUCTIF DES ENTREPRISES

(volumes aux prix de l'année précédente, évolutions en %)

Secteurs (et pondérations ⁽¹⁾)	1994	1995	1996	1997	1998
Grandes Entreprises Nationales (12,0 %)	-21,8	-4,9	8,5	4,2	9,2
Entreprises du secteur concurrentiel (88,0 %)	4,9	4,6	0,0	-0,5	7,3
Agriculture (6,0 %)	9,9	8,2	3,7	-1,0	0,5
Industrie (28,7 %)	5,4	0,4	2,1	0,6	7,7
<i>dont industrie manufacturière (22,6%)</i>	7,3	6,4*	3,2	1,6	9,0
Commerce - Services (50,6 %)	4,6	7,3	-1,1	-1,2	5,0
Bâtiment - Travaux publics (2,7 %)	-1,7	-6,7	-9,0	2,2	3,8
Ensemble des SQS-EI (prix de l'année précédente)	0,9	3,5	0,9	0,0	6,0
Ensemble des SQS-EI (prix de 1980)	1,3	3,8	1,1	0,0	6,1

■ Prévission

(1) Structure de l'investissement en valeur en 1997.

(*) Le fort décalage observé en 1995 entre l'industrie dans son ensemble et l'industrie manufacturière tient aux industries agro-alimentaires et à l'énergie dont l'investissement baisse respectivement de 15% et 33%.

Source : Comptes Nationaux Annuels pour 1994 à 1997.

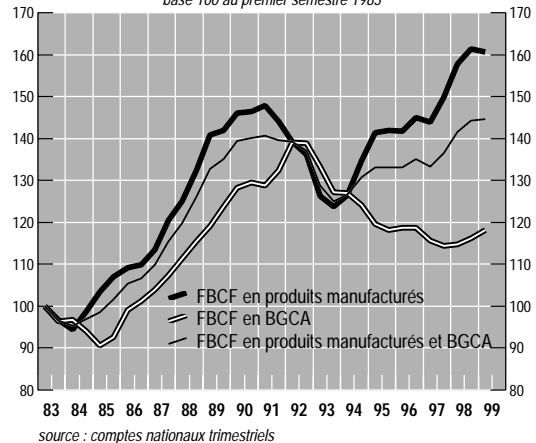
L'infléchissement de l'investissement se poursuivrait et serait particulièrement net au premier semestre de 1999 : il pourrait reculer légèrement avant de se stabiliser au deuxième trimestre.

Attentisme

Dans l'industrie, les résultats de l'enquête "Investissements" menée en octobre montrent l'impact de la dégradation de l'environnement économique : les entreprises prévoient une stabilisation des dépenses l'année prochaine après une hausse de 8% cette année. L'examen des prévisions successives des chefs d'entreprise montre que leurs estimations sont sujettes à des corrections qui peuvent être importantes. Au fur et à mesure que leurs anticipations de demande évoluent, les chefs d'entreprise sont amenés à réviser leurs projets d'investissement. Ceux-ci peuvent être revus en baisse comme pour 1993 ou en hausse comme pour 1998, ou n'être pas revus comme pour 1997. Cependant le délai de réaction à la perception de la modification du climat conjoncturel est variable. Il peut être assez lent comme en 1995-1996 : malgré le fort ralentissement de l'activité depuis le début de 1995, les prévisions d'investissement pour 1996 sont restées hautes jusqu'à l'automne 1996. Le délai de réaction actuel paraît au contraire rapide. Les chefs d'entreprise ont très vite répercuté la dégradation de leurs perspectives de demande sur leurs projets d'investissement. Dès lors, une correction des anticipations de demande pourrait ouvrir la voie à une reprise de l'investissement dans l'industrie.

Dans le tertiaire, l'investissement ralentirait, mais dans une moindre mesure que dans l'industrie en raison d'une dégradation nettement moins importante des perspectives de demande. Dans l'agriculture, la forte progression des mises en chantier de bâtiments observée tout au long de l'année 1998 devrait conduire en 1999 à une hausse sensible de l'investissement.

EVOLUTION SEMESTRIELLE
DE LA FBCF (prix 1980) DES SQS-EI
base 100 au premier semestre 1983



Les facteurs financiers restent globalement favorables

Les conditions globales de financement des entreprises sont favorables et devraient le rester : ceci pourrait favoriser une répercussion rapide d'un retournement des anticipations de demande sur l'investissement.

En effet, les entreprises ont bénéficié de la baisse accélérée des taux d'intérêt au cours des derniers mois. Le taux à 10 ans français s'établissait ainsi à 4,17% en novembre, soit un taux historiquement bas et 1,15 en dessous de son niveau de la fin de l'année dernière. L'écart de taux entre les obligations d'Etat à 10 ans et les obligations de même échéance émises par les entreprises est certes brusquement passé de 15 à 40 points de base entre la mi-août et la mi-octobre, mais cette augmentation est restée très ponctuelle et l'écart de taux est rapidement revenu à son premier niveau.

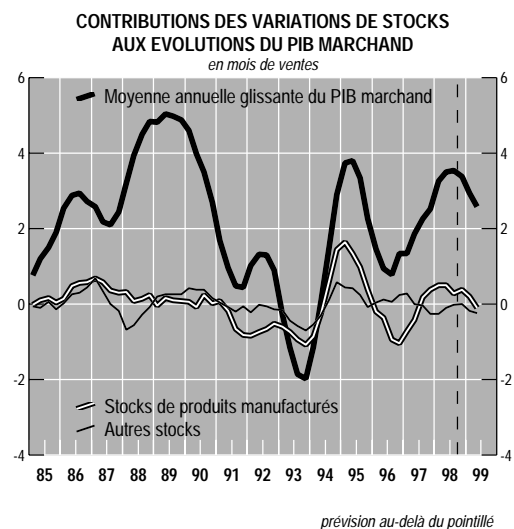
De plus, l'encours de crédits destinés à l'investissement a accéléré depuis la fin de l'année dernière (7% en septembre 1998 contre 2,9% en décembre 1997). Enfin, les indications dont on dispose sur leur rentabilité ne démentent pas que les entreprises bénéficient de conditions financières favorables. ■

Stocks

Après un début d'année assez porteur, la contribution des stocks à la croissance s'est dégradée progressivement à partir du milieu de 1998 : de 0,4 point au premier semestre, elle serait passée à -0,4 point au second. Elle serait encore mal orientée en début 1999, atteignant -0,3 point au premier semestre. Ce mouvement serait particulièrement sensible pour les biens manufacturés. Le retournement des anticipations de demande dans un contexte de prix déprimé serait à l'origine de cette inflexion du comportement de stockage.

Comportement de stockage moins porteur dans l'industrie

La reprise de l'activité depuis le milieu de l'année 1997 s'est notamment traduite par un fort dynamisme de la demande adressée aux entreprises du secteur manufacturier. Toutefois, les industriels ne semblent pas avoir souhaité reconstituer leurs stocks avec autant de vigueur que lors de la reprise précédente. Les variations de stocks étant l'une des principales variables d'ajustement des entreprises pour faire face aux chocs de demande de court terme, le fait que leurs anticipations se sont redressées moins violemment qu'en 1994 peut sans doute en partie expliquer ce phénomène. L'évolution à la baisse des prix depuis plus d'un an a joué dans le même sens. La dégradation rapide des anticipations de production dans l'industrie manufacturière depuis quelques mois devrait conduire les industriels à adopter désormais un comportement de stockage moins porteur. A ce facteur de demande viendrait s'ajouter des prix qui continueraient à se dégrader. Les perspectives de prix de vente à la production sont encore mal orientées pour les prochains mois comme le suggèrent les dernières



enquêtes de conjoncture. En conséquence, les contributions des variations de stocks à la production manufacturière, positives depuis le début de l'année devraient s'infléchir dès le second semestre de 1998 et se dégrader encore au début de 1999. L'ampleur de cette correction devrait cependant rester modérée notamment en raison du faible stockage enregistré au cours des derniers trimestres. Le niveau encore relativement bas de l'opinion sur les stocks de produits finis le suggère d'ailleurs.

STOCKS DE PRODUITS MANUFACTURÉS

1995	1996	1997	1998		1997		1998		1999
					1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.
7,7	-25,1	-12,8	-0,1	Variations de stocks en Mds de F 1980	-7,8	-5,0	1,2	-1,3	-5,6
0,7	-1,9	0,7	0,7	Contribution des variations de stocks à l'évolution de la production manufacturière (en points)	0,5	0,3	0,7	-0,3	-0,5

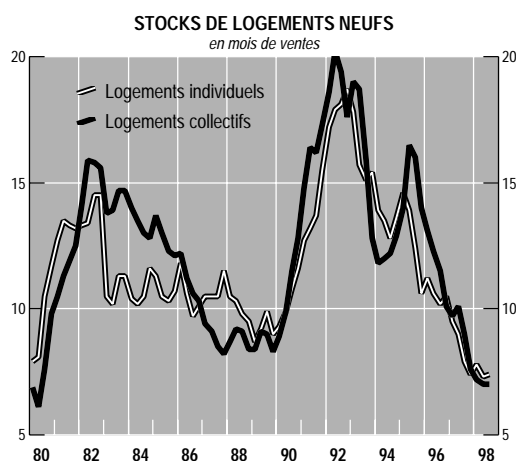
Prévision

Fort déstockage de biens intermédiaires

Dans la branche des biens intermédiaires, les variations de stocks n'ont que faiblement contribué à la croissance de la production manufacturière depuis près d'un semestre. Le troisième trimestre a été marqué par un fort stockage involontaire dû au ralentissement de la demande en biens intermédiaires, observé depuis l'été dans les enquêtes de conjoncture. Ceci devrait conduire à des contributions négatives des variations de stocks pour les prochains trimestres, d'autant plus que les perspectives de demande restent dégradées et qu'on n'anticipe pas de redressement des prix.

L'activité dans la branche des biens d'équipement professionnel a été bien orientée depuis le début de l'année 1998. Elle a été notamment soutenue par un mouvement de stockage assez dynamique. Associé à des exportations exceptionnelles, le fort déstockage intervenu au troisième trimestre apparaît comme atypique et serait compensé au quatrième. Dès la fin de 1998, le ralentissement attendu des dépenses d'investissement devrait peser sur la demande adressée aux entreprises de la branche. Ainsi, les bonnes anticipations enregistrées jusqu'à présent dans les enquêtes de conjoncture pourraient s'infléchir dans les prochains mois. Dans ce cas, les contributions des variations de stocks se dégraderaient au début de l'année prochaine.

Les variations de stocks dans la branche automobile ont été marquées par des décalages entre la production et la demande. La forte activité observée au printemps a trouvé sa contrepartie à l'été dans la croissance exceptionnelle de la consommation des ménages à laquelle se sont ajoutées des exportations dynamiques. En conséquence, les entreprises ont stocké au deuxième trimestre et déstocké au troisième. Pour les prochains mois, le ralentissement de la demande adressée aux entreprises de ce secteur ne serait que de faible ampleur et la consommation des ménages resterait soutenue. Dans ces conditions les variations de stocks ne contribueraient pas significativement à la croissance.



sources : Ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports, DAEI, SES, ECLN

Redressement progressif des stocks de logements neufs

Jusqu'à l'année dernière, les entreprises du secteur du bâtiment avaient été incitées à écouler leurs stocks de logements neufs en raison d'un marché déprimé. Ainsi, les stocks de logements avaient atteint un niveau particulièrement bas au début de 1998. La vive reprise des ventes observée depuis près d'un an s'est traduite dans un premier temps par la poursuite de la contraction des stocks. En conséquence, la part des logements achevés dans les stocks de logements neufs s'est nettement réduite depuis le début de l'année. Les promoteurs, pour faire face au dynamisme de la demande, ont lancé de nouveaux programmes comme en témoigne l'augmentation vigoureuse du nombre des autorisations en 1998 qui se traduisent depuis quelques mois par l'augmentation du nombre des mises en chantiers. De ce fait, les stocks de logements neufs devraient se reconstituer progressivement au cours des prochains trimestres. ■

Production

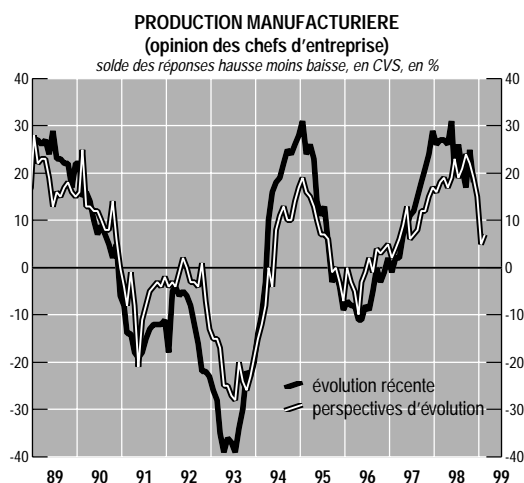
Après être restée vigoureuse sur la première moitié de l'année 1998, l'activité a ralenti au second semestre. Son rythme de croissance annualisé serait ainsi passé de l'ordre de 3,0% à environ 2,5%. Les exportations, après avoir été touchées par la chute de la demande des pays émergents, auraient été une nouvelle fois atteintes par la dégradation des anticipations des industriels européens. En France, comme dans l'ensemble de la zone euro, l'investissement productif se serait tassé à partir du second semestre de 1998. Un comportement de stockage restrictif se serait installé dans l'industrie et devrait culminer à l'hiver.

Au premier semestre de 1999, la production manufacturière serait globalement stable, malgré un redressement au printemps. La consommation des ménages ainsi que l'investissement en construction continuerait de soutenir l'activité. Après avoir nettement fléchi en début d'année, la croissance du PIB réaccélérerait au printemps.

Ralentissement dans l'industrie

Le taux de croissance en moyenne annuelle dans l'industrie manufacturière est resté très élevé en 1998 : il serait de 5,2% cette année après 4,7% en 1997. Cette progression masque toutefois le ralentissement intervenu progressivement tout au long de l'année. Après avoir été supérieur à 5% à la fin de 1997, le rythme de croissance de la production manufacturière a régulièrement baissé au cours de l'année 1998 pour atteindre 2,5% en rythme annualisé au second semestre de 1998. Avec la dégradation des anticipations observée depuis la rentrée, le ralentissement se poursuivrait sur le premier semestre de 1999. Malgré un redressement au printemps, la production manufacturière serait stable au premier semestre.

Le ralentissement dans l'industrie tient avant tout à celui des exportations, moins soutenues après une année 1997 exceptionnelle. Les importations sont restées fortes, de sorte que la contribution du commerce extérieur a été négative. Pour sa part, la demande intérieure a été très dynamique jusqu'à l'été. La consommation des ménages a constitué le soutien majeur de la croissance. Après avoir fortement progressé au premier semestre, l'investissement productif aurait marqué le pas sur la seconde partie de l'année et la contribution des variations de stocks serait devenue négative. Le ralentissement de la demande des entreprises devrait se poursuivre. Seul le dynamisme de la consommation se



maintiendrait début 1999. Au total, le ralentissement de l'activité se poursuivrait en début d'année 1999. A l'approche de l'été, l'amélioration de la demande extérieure et la stabilisation de la demande des entreprises devraient favoriser une reprise de la production.

Comme en 1997, l'automobile a été cette année la branche la plus dynamique de l'industrie manufacturière. Au premier semestre, les exportations ont été favorisées par les forts achats des ménages au Royaume-Uni et la poursuite d'une prime automobile en Italie. Par la suite, elles ont bénéficié de la mise sur le marché de nouveaux modèles. Parallèlement, le taux de pénétration des véhicules étrangers a baissé en 1998. Le marché intérieur est redevenu progressivement très dynamique : les immatriculations de poids lourds l'ont soutenu tout au long de l'année et les immatriculations de voitures particulières ont fortement progressé en milieu d'année. Le début de l'année 1999 devrait être marqué par un ralentissement de l'activité dû notamment à la contraction de la demande des entreprises. En revanche, la demande des ménages devrait rester bien orientée.

La production de biens d'équipement professionnel aura été très soutenue en 1998. La nette croissance de l'investissement industriel au premier semestre a été accompagnée d'exportations soutenues. Le dynamisme des ventes à l'étranger au second semestre est à mettre essentiellement à l'actif d'opérations exceptionnelles (livraisons d'Airbus et de satellites). En début d'année prochaine, l'attentisme des industriels se traduirait par

une stagnation de l'investissement productif. L'activité dans la branche des biens d'équipement serait aussi pénalisée par la moindre vigueur de la demande étrangère, que suggèrent les dernières enquêtes de conjoncture sur l'activité dans l'industrie.

La branche des biens de consommation a profité tout au long de l'année du dynamisme de la consommation des ménages. En revanche, les exportations ont souffert de la concurrence accrue des pays asiatiques et de la contraction de la demande de ces même pays. L'activité dans cette branche devrait s'infléchir l'année prochaine. Ce ralentissement resterait modéré car la production resterait soutenue par une consommation des ménages dynamique au sein de la zone euro.

Dans la branche des biens intermédiaires, la production a nettement ralenti en 1998. La demande extérieure, qui avait été le principal moteur de la croissance de cette branche l'année passée, a considérablement ralenti. Parallèlement, les importations ont été très dynamiques, en particulier au troisième trimestre. Ceci a conduit à la constitution de stocks importants. Au début de 1999, l'activité dans ce secteur resterait pénalisée par le ralentissement des échanges interindustriels, mais elle pourrait se redresser ensuite progressivement.

Progression plus modérée dans les services

Selon l'enquête sur la situation et les perspectives dans les services d'octobre 1998, l'activité dans les services marchands est restée soutenue au troisième trimestre. Mais les entreprises anticipaient un léger ralentissement au quatrième trimestre.

Dans les services aux entreprises, l'activité a conservé un rythme de croissance élevé en 1998. En particulier, dans le secteur du travail temporaire, l'activité reste très dynamique. Au cours des prochains mois, l'activité dans les services aux entreprises hors intérim pourrait ralentir. Les entreprises devraient en effet moins recourir aux services de conseil et d'assistance. Ce ralentissement serait néanmoins modéré grâce, notamment, au maintien probable du fort dynamisme des

activités informatiques dans le contexte très favorable constitué par la mise en place de l'euro et par les adaptations rendues nécessaires par l'approche de l'an 2000.

Dans les services aux ménages, la fréquentation des hôtels-café-restaurants aura été en forte progression en 1998. Dans les autres services aux particuliers, après un bon premier semestre, la progression de l'activité aura été plus modeste ensuite, notamment dans les services personnels.

Essoufflement dans les transports

Les transports ont bénéficié d'un contexte économique favorable au premier semestre de 1998, induisant une accélération du trafic intérieur. Le ralentissement intervenu au second semestre devrait se poursuivre en début d'année.

Sur les huit premiers mois de l'année, l'activité dans les transports routiers de marchandises a progressé de 2,4% par rapport aux mêmes mois de l'année précédente. Cette amélioration vient essentiellement du trafic intérieur, tandis que le trafic international s'est dégradé à partir du deuxième trimestre. L'enquête trimestrielle d'opinion auprès des transporteurs routiers confirme le dynamisme de l'activité au premier semestre, mais indique un essoufflement du trafic pour le second semestre. Le trafic ferroviaire de marchandises semble pour sa part s'être mieux tenu en deuxième partie d'année, après un premier semestre en léger repli.

Le transport de passagers a été très dynamique cette année. Le trafic voyageurs de la SNCF a ainsi enregistré une amélioration très sensible (+8,2% sur les neuf premiers mois de l'année). Le fort accroissement de l'activité de transport TGV s'est en effet conjugué à une stabilisation du trafic hors TGV. Le trafic aérien de voyageurs a pour sa part légèrement progressé en 1998, aussi bien sur les lignes internationales que sur le territoire national. Il a toutefois pâti de la grève des pilotes d'Air France en juin.

PRODUCTION MARCHANDE PAR BRANCHE

(évolution en %)

	Moyennes semestrielles					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1997		1998		1999	1996	1997	1998	1996	1997	1998
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.						
Agro-alimentaire	0,1	1,0	0,3	0,5	0,5	3,5	1,3	0,4	2,5	1,6	1,0
Énergie	0,3	1,6	1,2	-0,5	1,8	5,1	1,0	1,0	4,0	0,8	1,8
Produits manufacturés	1,9	3,9	2,5	1,6	0,0	2,4	6,7	3,8	1,1	4,7	5,2
Bâtiment - Travaux publics	-0,1	0,6	0,5	1,8	1,6	-3,3	0,6	2,7	-3,5	-0,4	1,7
Commerce	0,7	1,9	2,8	2,9	0,9	1,8	2,6	6,1	1,0	2,3	5,3
Services	3,3	6,2	6,7	6,9	6,2	9,9	10,7	13,5	10,0	8,8	13,6

Prévision

Commerce de gros : évolution parallèle à celle de l'industrie

L'activité dans le commerce de gros a été très dynamique au premier semestre de 1998. Malgré des ventes à l'exportation moins vigoureuses qu'en fin d'année 1997, les ventes en gros ont continué d'accélérer, notamment celles de biens de consommation non alimentaires et de biens d'équipement. Selon les enquêtes de conjoncture menées en juillet et en septembre, l'activité a commencé à s'essouffler en milieu d'année, tout particulièrement pour les ventes de biens intermédiaires destinés à l'industrie. Le ralentissement apparaît nettement à la fin de l'année et concerne l'ensemble des biens vendus, notamment les biens d'équipement professionnel. C'est probablement le signe d'un tassement de l'investissement productif, mais cette détérioration est également liée à celle des ventes à l'étranger, qui s'affaissent dans l'ensemble des secteurs.

Le commerce de détail soutenu par la consommation

L'activité du commerce de détail a été soutenue en 1998, bénéficiant de la bonne tenue de la consommation des ménages. Le commerce de biens non alimentaires a été particulièrement bien orienté. En novembre, les intentions de commandes des détaillants indiquaient leur confiance dans la poursuite d'une activité soutenue au cours des prochains mois. A plus long terme, une légère dégradation des perspectives générales d'activité dans le commerce est toutefois apparente.

Croissance retrouvée dans la construction

Après six années de repli presque ininterrompu (-3,5% en 1996 suivi de -0,4% en 1997), l'activité du secteur de la construction a renoué avec la croissance en 1998 (plus de +1,5% en moyenne annuelle). Selon l'opinion des entrepreneurs de ce secteur recueillie en novembre, le dynamisme de l'activité devrait perdurer dans les mois à venir.

Première branche à s'être redressée, l'entretien-amélioration a conservé son dynamisme en 1998. L'activité a bénéficié tout au long de l'année de la réduction du taux de TVA sur les travaux réalisés dans les logements du parc HLM, ainsi que des réductions d'impôt pour les travaux d'entretien et les gros travaux d'amélioration des particuliers. En 1999, cette activité bénéficierait de plus de la nouvelle mesure d'amortissement relative à l'investissement dans l'ancien.

La construction de logements a nettement progressé en 1998. Les mises en chantier de maisons individuelles et, dans une moindre mesure, celles de logements collectifs, ont sensiblement augmenté au cours de l'année. Cette évolution devrait se poursuivre dans les prochains mois : les délivrances de permis de construire continuent d'être très bien orientées. L'investissement en logement des ménages profite du faible niveau des taux

d'intérêt, de l'amélioration de la situation de l'emploi et de la mesure d'amortissement fiscal Périssol. Le dynamisme des ventes d'appartements, depuis la mi-1997, semble avoir rétabli la confiance des promoteurs. Le mouvement de déstockage semble s'interrompre.

La nette progression du nombre d'autorisations de bâtiments non résidentiels depuis le creux de l'hiver 1997 se traduit, depuis le début de cette année, par une remontée du nombre de mises en chantier. Ce redressement concerne tout particulièrement les bâtiments industriels et commerciaux, parallèlement à la reprise de l'investissement. Au premier semestre de 1999, la production resterait soutenue par les commandes des secteurs qui ne sont que peu affectés par le ralentissement industriel : le commerce de détail par exemple. Elle ralentirait modérément. Bien qu'encore favorables, les dernières enquêtes auprès des entrepreneurs du bâtiment indiquent d'ailleurs une détérioration des perspectives de ce segment d'activité

L'activité dans le secteur des travaux publics a été quasiment stable en 1998. La forte progression de l'investissement des communes et le relatif dynamisme de la demande privée hors grandes entreprises nationales a en effet été accompagnée d'un repli de la demande émanant des autres maîtres d'ouvrage. Les perspectives pour les prochains mois semblent assez bien orientées avec, notamment, un probable accroissement de l'investissement des départements et régions.

Le raffinage soutient l'énergie

La production énergétique a progressé en 1998, essentiellement du fait de l'activité de raffinage de pétrole brut. La baisse des cours a permis le maintien de marges assez élevées, ce qui devrait favoriser la poursuite de la croissance dans le secteur du raffinage. La production d'électricité, qui avait progressé au premier semestre, s'est repliée fortement au troisième trimestre, à la suite de fermetures de centrales. Elle devrait retrouver progressivement son niveau normal au cours des trimestres à venir.

Au premier semestre de 1999, la production énergétique devrait au total très légèrement progresser.

Croissance limitée de la production agricole et agro-alimentaire en 1998

En 1998, la production agricole connaît une croissance en volume d'environ 1% par rapport à 1997.

En 1998, la production de céréales aurait progressé à un rythme élevé (+8%), du fait notamment de la hausse sensible de la récolte de blé (+19%) qui a bénéficié de rendements exceptionnels et d'une augmentation des superficies cultivées. En revanche, la récolte de maïs aurait diminué, sous l'effet de la baisse des rendements et des surfaces ensemencées. La production d'oléagineux se serait légèrement réduite. En effet, la forte croissance de la production de colza va de pair avec une

forte baisse des récoltes de tournesol (baisse des superficies, conditions climatiques particulièrement défavorables). La récolte de vin serait en repli en 1998, à la suite de conditions climatiques défavorables (fortes gelées au mois d'avril, sécheresse en août). Dans un contexte de demande intérieure soutenue et de débouchés à l'exportation importants, les prix des ventes seraient restés dynamiques sur les marchés viticoles en 1998.

Sur les marchés animaux, la production de bovins continue d'être orientée à la baisse en France, ainsi qu'en Allemagne et en Italie, les trois principaux pays producteurs de l'Union Européenne. La réduction de l'offre résulte des mesures prises depuis deux ans dans le cadre de la crise de la "vache folle". La production de porcins a enregistré une hausse en 1998, liée notamment à une forte progression du cheptel. La forte augmentation de

l'offre, tant en France que dans les autres états de l'Union européenne, et la crise russe, ont provoqué une chute de près de 30% des prix à la production. Le marché de la volaille est également confronté à un déséquilibre entre l'offre, encore importante cette année, et la demande, affectée par la crise économique en Russie. En effet, plus du quart des exportations de l'Union européenne ont été destinées à ce pays en 1997. La collecte laitière serait en léger recul sur l'ensemble de l'année 1998 mais les prix se sont raffermis grâce à l'accord interprofessionnel conclu à la fin de l'année dernière.

La production de l'industrie agro-alimentaire, après une accélération au troisième trimestre, ralentirait au quatrième trimestre, du fait notamment des moindres débouchés à l'exportation. ■

Résultats des entreprises

En 1998, les résultats des entreprises ont avant tout bénéficié de la vigueur de la demande. La nette baisse des prix des consommations intermédiaires a, par ailleurs, permis une croissance vive de l'emploi sans recul du taux de marge. Le ralentissement de l'activité en fin d'année et au premier semestre de 1999 se traduirait par une légère dégradation des résultats des entreprises. Compte tenu des délais d'ajustement de l'emploi, le taux de marge baisserait d'environ 0,5 point au premier semestre de 1999 par rapport à son niveau moyen de 1998.

La baisse des coûts des consommations intermédiaires ...

Le coût des consommations intermédiaires de l'ensemble des entreprises non-financières a fortement baissé cette année. Au premier semestre, la baisse a avoisiné -3% en rythme annualisé. Cette évolution doit elle-même beaucoup à la chute des cours des matières premières - qui touche à la fois les produits énergétiques et industriels - et à la baisse générale consécutive du prix des biens intermédiaires. Leurs prix de vente, notamment pour les produits sidérurgiques et chimiques, baissent depuis la fin de l'année 1997. Durant la deuxième moitié de l'année 1998 et au premier semes-

tre de 1999, la stabilisation des prix des produits pétroliers conduirait à une atténuation de ce mouvement de baisse des coûts des consommations intermédiaires. Leur glissement annuel à la mi-1999 passerait alors légèrement au dessus de -1%.

... se répercute partiellement sur les prix de production

Dans un premier temps, au début de l'année 1998, les prix de production dans le secteur manufacturier ont moins baissé que le coût des approvisionnements de ce secteur. Dans un contexte de demande élevée, les entreprises ont pu augmenter encore leurs marges, au moins sur le marché intérieur. La nouvelle diminution des coûts et le ralentissement de l'activité se sont finalement traduits par des baisses de prix de production plus importantes au second semestre. Avec la stabilisation progressive des cours des matières premières, ces baisses pourraient cesser. C'est ce que suggèrent les réponses des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête industrie.

Dans le secteur de l'énergie, la baisse des cours des produits pétroliers s'est répercutée à peu près intégralement dans les prix de production (de l'ordre de

LES COÛTS D'EXPLOITATION ET LES PRIX DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

(évolution en %)

	Moyennes semestrielles					Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1997		1998		1999	1996	1997	1998	1996	1997	1998
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.						
Coût des consommations intermédiaires	-0,1	1,0	-0,4	-0,6	-0,4	-2,6	1,5	-1,7	-1,8	-0,3	-0,2
Coût salarial unitaire ⁽¹⁾	-1,1	-2,7	-1,0	-0,3	0,7	-1,5	-4,4	-1,1	-0,3	-3,0	-2,5
- Salaire moyen par tête	1,4	1,4	1,2	1,3	1,1	2,8	2,8	2,5	2,1	2,9	2,5
- Productivité ⁽²⁾	2,8	4,4	2,4	1,6	0,4	4,7	8,0	3,6	2,9	6,4	5,4
Coût unitaire d'exploitation	-0,3	0,1	-0,5	-0,5	-0,2	-2,4	0,2	-1,5	-1,5	-0,9	-0,7
Prix de production	0,2	0,1	-0,3	-0,6	-0,3	-2,3	0,3	-0,9	-1,3	-0,3	-0,6

■ Préviation

(1) Hors prélèvements obligatoires.

(2) Production par tête.

-7,5%). Les marges de raffinage, en particulier, sont restées globalement stables. Au premier semestre de 1999, les prix dans ce secteur cesseraient de diminuer, les cours du pétrole ayant déjà atteint un niveau exceptionnellement bas.

La baisse des prix est forte dans les secteurs agricoles et agro-alimentaires. Ces secteurs sont marqués cette année encore par les forts mouvements du cours du porc (environ -35% en octobre 1998 par rapport à l'année précédente). Cette chute a entraîné une forte baisse des prix de production.

Les prix des services non-financiers continuent de croître à un rythme inférieur à 1,5% par an, en raison de la modération des hausses de salaires.

Sur toute l'année 1998, l'évolution des prix de production dépasse celle des coûts des consommations intermédiaires, assurant une hausse du prix de la valeur ajoutée. Celui-ci croît d'environ 0,7% en glissement annuel tout au long de 1998.

Infléchissement du taux de marge et de l'EBE

Comme on l'observe habituellement en période de reprise, le taux de marge des sociétés non-financières a progressé depuis le début de 1997 (presqu'un point

supplémentaire). Cependant, cette hausse s'est surtout concentrée en début de période. Dès la fin de l'année 1997, la vive reprise de l'emploi s'est traduite par de faibles gains de productivité, en partie compensés par la modération des salaires réels.

Le ralentissement de l'activité n'aurait qu'un impact modéré sur l'emploi à court terme. Dans ces conditions, les coûts salariaux devraient peser davantage sur le taux de marge des entreprises à partir de la fin de l'année, en particulier dans l'industrie. Les salaires réels continueraient de croître de manière modérée, mais la productivité ralentirait nettement. En rythme annualisé, sa croissance passerait de +2,2% au premier semestre de 1998, à +1,2% au second semestre, puis à environ +0,5% au premier semestre de 1999. En conséquence, le taux de marge baisserait d'environ 0,5 point sur la première moitié de 1999 par rapport à son niveau moyen de 1998.

L'excédent brut d'exploitation des entreprises non-financières ralentirait sensiblement au second semestre de 1998 puis au premier semestre de 1999. Sa croissance passerait ainsi d'un rythme annuel de plus de 3,5% au premier semestre de 1998 à environ 1% au premier semestre de 1999. ■

